

# l'Humain d'abord !

Avec **Fabien ROUSSEL**, député du Nord  
et **Alain Bocquet**, député honoraire

Janvier 2018 | #1

## ÉDITO

### Un autre monde est possible



Si le budget traduit la feuille de route présidentielle, alors celle qui se dessine sous nos yeux est parfaitement limpide : c'est tout pour les riches, des miettes pour les autres.

À tel point que même les médias ont surnommé M. Macron « *le Président des riches* ».

Difficile de le contester du reste, quand les cadeaux aux plus fortunés dépassent allégrement les 12 milliards d'euros.

#### Une société plus juste, plus respectueuse de l'environnement

Tout au long du débat sur le Projet de loi de finances 2018, avec d'autres députés, nous avons dénoncé l'évasion fiscale.

Nous avons aussi défendu, au prix de centaines d'amendements, une autre utilisation de l'argent public. Une vision qui consiste à **répondre en priorité aux besoins de la population, en matière d'emploi, de logement, de santé ou d'éducation.**

Un autre monde est possible, où l'humain prime sur l'argent, où la finance sert l'économie et l'emploi plutôt que la spéculation. Voilà à quoi ressemble la société que nous appelons de nos vœux.

Les sept rencontres publiques organisées dans la circonscription nous ont permis de lancer le débat. Elles me donnent la force de me battre à vos côtés.

Fabien ROUSSEL

## SIDÉRURGIE

### Ascoval : l'État doit respecter ses engagements

C'était il y a un peu moins d'un an. Le 27 janvier 2016, Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, recevait à Bercy, au côté de M. Crouzet, PDG de Vallourec, plusieurs parlementaires de la région, dont Alain Bocquet. Le but de la rencontre : détailler le projet industriel du groupe et annoncer le soutien de l'État, sous la forme d'une aide de 490 millions d'euros, assortie d'une entrée dans le capital à hauteur de 15%.

Dans le même temps, Vallourec investissait en Chine et au Brésil mais divisait par deux ses capacités de production en Europe, fermant plusieurs sites en France, dont le laminoir de Saint-Saulve.

Quelques semaines plus tard, le futur président de la République venait dans le Nord pour s'engager à maintenir le site de Saint-Saulve. C'était hier, ou presque.

Ces paroles doivent être rappelées, martelées même alors que l'aciérie de Saint-Saulve, propriété d'Ascoval, la coentreprise dirigée à 40% par Vallourec et à 60% par Ascométal, est aujourd'hui

menacée, suite à la mise en redressement judiciaire du groupe Ascométal, le 22 novembre.

Les atouts ne manquent pas pour préserver un outil devenu, après quelque 100 millions d'euros investis en dix ans, une référence en Europe pour la fabrication d'aciers spéciaux. Des clients de poids comme la SNCF ont confirmé d'importantes commandes. Sans parler de Vallourec, engagé à hauteur de 130 000 tonnes par an.

Tout cela a été rappelé par les représentants syndicaux d'Ascoval lors d'une réunion à Bercy, le mardi 12 décembre. « **Vallourec doit s'impliquer dans le projet de reprise d'Ascométal** », a fermement plaidé Fabien Roussel. Il en va non seulement de la sauvegarde des 320 emplois de Saint-Saulve, mais plus largement de l'avenir dans notre pays d'une importante filière industrielle. Tel est le sens des propositions adressées au gouvernement, tandis que trois offres étaient déposées devant le tribunal de Strasbourg. Réponse d'ici la fin janvier avec l'espoir d'une reprise.



## Réception des vœux du député

En 2018, unissons nos forces et nos voix pour défendre le droit au bonheur, la justice, pour faire reculer les inégalités et faire gagner la Paix.

Bonne et heureuse année !

**Retrouvons-nous mardi 30 Janvier à 18h30**

Salle des fêtes d'Anzin, Square de la République,

sous la présidence de **Pierre-Michel Bernard**, maire d'Anzin  
et d'**Alain Bocquet**, maire de Saint-Amand-les-Eaux, président de la CAPH.

## NOUS CONTACTER

03.27.27.86.40

4, rue Jean-Jaurès  
BP 30056

59860 Bruay-sur-l'Escaut

@ contact@rouselfabien.com

rouselfabien.com

f t i Fabien Roussel

## INDUSTRIE

## Tous unis pour défendre le ferroviaire !

Le rapprochement entre Alstom et Siemens inquiète les salariés. En marge de la réunion organisée fin novembre à l'Assemblée nationale par Fabien Roussel avec des responsables syndicaux de la filière, Vincent Joswiak (FO-Alstom) et Yannick Pedini (CGT-Bombardier) nous expliquent les enjeux de cette redistribution des cartes. **Témoignages.**

### Comment avez-vous réagi à l'annonce de l'accord entre Alstom et Siemens ?

**Vincent Jozwiak :** « Dire que j'ai été surpris serait mentir ! Le travail qui fout le camp, le manque de soutien à l'industrie, tout ça n'est pas nouveau. Après, c'est une chose de dire que ça couvait et c'en est une autre de constater que, voilà, c'est arrivé. »

**Yannick Pedini :** « On s'en doutait. Un mois avant l'annonce, un journaliste m'avait glissé une info sur un possible rachat de la branche Transport de Bombardier par le chinois CRRC. Ça montre que des rapprochements étaient dans l'air. Depuis, on pose des questions mais sans avoir de réponses. L'accord entre Siemens et Alstom s'est fait en quinze jours. »

### Quelles seront, à votre avis, les conséquences à court et à moyen terme ?

**V. J. :** « On était déjà très inquiets avant cette annonce. La preuve, les quatre syndicats d'Alstom avaient signé une procédure d'alerte économique. Cet accord ne fait qu'ajouter de nouvelles craintes. Il n'y a aucun élément qui nous rassure en quoi que ce soit

sur l'avenir de nos entreprises et même sur l'avenir de la filière. Factuellement, les effectifs en production diminuent d'année en année, chez les techniciens aussi. Dans le même temps, les délocalisations d'activités, elles, s'accroissent. »

**Y. P. :** « On a posé à notre direction la question de l'impact d'un tel accord sur Bombardier. En ce qui concerne les commandes en cours, il n'y aura aucune remise en cause. Mais cela ne couvre qu'une période de trois ou quatre ans. Au-delà, on n'a aucune garantie ! On a aussi des inquiétudes sur les options des contrats en cours et surtout pour les marchés à venir. Est-ce qu'un nouveau consortium avec Alstom, comme celui que l'on a fait pour le contrat du RER nouvelle génération, sera possible à l'avenir ? Honnêtement, je ne le crois pas. »

### D'autres rapprochements pourraient-ils intervenir bientôt ?

**V. J. :** « Les règles de concurrence de l'Union européenne interdiraient sûrement une candidature regroupant Siemens/Alstom et Bombardier. Mais il ne faut pas se leurrer, Bombardier



Vincent Joswiak et Yannick Pedini, ici lors de la réunion à l'Assemblée nationale, attendent des réponses à leurs questions.

ne va pas rester tout seul. Oui, il y aura d'autres rapprochements dans les années qui viennent... »

**Y. P. :** « Il va sûrement se passer quelque chose avec les Chinois. Siemens/Alstom, c'est un accélérateur d'une restructuration complète du ferroviaire en Europe. Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir. »

### Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ?

**Y. P. :** La pression syndicale ne sera pas suffisante. Tout ce qui est financé par le public doit être contrôlé par le public. Maintenant, sur la stratégie du groupe, je ne vois

pas d'intervention possible, si ce n'est celle des salariés. »

**V. J. :** « J'attends que les pouvoirs publics ne cèdent pas systématiquement aux demandes de la finance. On parle du Buy European Act (une mesure qui permet d'imposer une part de production locale dans un marché). Cela se fait partout ailleurs, mais pas chez nous.

C'est symptomatique de la faiblesse des pouvoirs publics à défendre la collectivité. Nous sommes dans un combat de gladiateurs, mais l'un des combattants n'a pas de bouclier. Il nous faut au moins les mêmes armes. »

La diminution drastique des contrats aidés mobilise les communes et les associations

## Des missions indispensables et pourtant supprimées

## EMPLOI



Marceline Despret devant l'école Joliot-Curie à Vieux-Condé, prête à reprendre du service.

Un véritable coup de massue. L'annonce du gouvernement a figé les communes et les associations : en 2018, seulement 200 000 emplois aidés seront financés par l'État.

Une saignée au regard des 456 000 contrats déployés en 2016. Dans le Valenciennois, 41 maires ont exprimé leurs inquiétudes et leur colère auprès du sous-préfet, dès le 4 septembre. Dans le milieu scolaire, l'émotion est vive aussi. Exemple à l'école Joliot-Curie de Vieux-Condé.

### Un rôle essentiel

Chaque matin, Marceline Despret ouvre la grille à une infirmière venue faire une piqûre d'insuline à une élève. Dix ou vingt fois dans la matinée, la souriante quinquagénaire ira ainsi réguler les entrées et les sorties de l'établissement. Même chose l'après-midi. Mais ce n'est là qu'une des multiples tâches assumées par l'assistante de la directrice. Dès son arrivée à 7 heures du matin - "

*normalement c'est plus tard, mais j'aime bien commencer tôt* - Marceline vit au rythme de l'école. Effréné. " Je fais le tour pour voir si tout va bien. Puis je regarde les mails, je fais le point sur les dossiers avant d'assurer l'accueil des élèves. Sans oublier de fermer le local à vélos. Ensuite je monte dans les étages pour comptabiliser les absences. Parfois on en recense jusqu'à 70, sur 184 élèves. C'est de la déscolarisation subie. Les parents ne se lèvent pas. Au mieux ils conduisent les enfants l'après-midi... "

La journée s'écoule ainsi, sans temps mort, entre les problèmes de chauffage, de plomberie, l'accueil des intervenants extérieurs, les appels téléphoniques, sans oublier les accès à la cantine. Depuis quelques semaines, celle qui pensait avoir trouvé sa voie, tout autant qu'un rôle indispensable, est contrainte de rester à la maison. L'école Joliot-Curie est en panne. À l'image d'un système qu'il faut débloquer et pérenniser.

# Baisse à tous les étages : péril en la demeure

**En réduisant les APL, le gouvernement met en difficulté non seulement des millions de locataires, mais aussi les bailleurs, privés de moyens pour financer les opérations de rénovation et de construction.**

## 1. Ce qui a été décidé

Obsédé par l'idée de réduire la dépense publique (mais pas les cadeaux aux plus riches), le gouvernement s'est mis en tête de ponctionner 1,5 milliards sur le budget du logement. Dès le mois de septembre, il annonçait une baisse de cinq euros des aides personnalisées au logement (APL). Puis fut voté l'article 52 du Projet de loi de finances 2018 qui prévoit cette fois une baisse de 60 à 100 euros de l'APL versée aux locataires de HLM. En contrepartie, les bailleurs sociaux sont sommés de baisser les loyers d'une somme équivalente.



Nous avons besoin de construire plus de logements et de rénover ceux existants. Ici, la Résidence Paul- Manouvrier à Saint-Amand-les-Eaux.

## 2. Les conséquences

C'est tout simplement un véritable séisme, qui risque de remettre en cause le droit au logement. Dans le Valenciennois, où 65% des locataires du parc social (38 568 logements) bénéficient de l'APL, la perte financière pour les organismes est évaluée à 17 millions d'euros. Une telle diminution des capacités d'investissements va littéralement assécher le secteur avec la remise en cause de 520 constructions de logements sociaux et de 990 réhabilitations (dont 360 dans les quartiers prioritaires).

La traduction économique suit la même pente, désastreuse : 92 millions de travaux non engagés équivalent à la destruction de 1 400 emplois dans le Valenciennois et le Nord.

## 3. La riposte

Le collectif "Vive l'APL", qui réunit une soixantaine d'organisations de défense des locataires et mal-logés (CNL, CGL, CLCV, Fondation Abbé Pierre, DAL, Attac, Ligue des droits de l'homme), des étudiants (FAGE, Unef) de syndicats (CGT, FSU, Solidaires) et des bailleurs sociaux, conteste la légalité de ces textes devant le Conseil d'État, tant les conséquences sont désastreuses. Mais plus largement, tous ceux qui sont attachés au droit au logement, au premier rang desquels les élus locaux, dans toute la diversité des opinions, sont mobilisés.

Une loi sur le logement est annoncée pour 2018. L'occasion d'un beau combat, pour faire respecter un droit essentiel.

# Un plan pour le bassin minier



Vingt-trois mille logements miniers doivent être rénovés à l'image de cette maison en cours de travaux à Raismes-Sabatier.

L'État n'a pas le droit d'abandonner les mineurs qui ont tant donné au pays. Il doit au contraire tenir les engagements pris le 7 mars 2017 à Oignies par Bernard Cazeneuve, alors Premier ministre.

C'est ce qu'a rappelé Fabien Roussel au président de la République à Lille le 13 novembre puis pendant des semaines dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. À force de persévérance et en demandant aux députés de dépasser les clivages politiques, **Fabien Roussel a réussi à faire adopter un amendement déposé avec son collègue Alain Bruneel, qui prévoit d'inscrire 10 millions d'euros dès 2018 pour la rénovation du logement minier.** Cette somme doit s'ajouter à celles de la Région, des agglomérations et des bailleurs sociaux.

**Ils ont aussi fait voter un autre amendement visant à réserver les avantages de la zone franche aux entreprises dont au moins la moitié des salariés résident dans le bassin minier.** Une première victoire qui doit se concrétiser rapidement.

La lutte, à laquelle un large mouvement sera associé, ne fait que commencer. Nous en reparlerons.

# Anciens combattants : ne laisser aucun oublié de la République

« Continuer de tisser le lien sacré entre la Nation et celles et ceux qui l'ont défendue. » Tel est le cap suivi par Fabien Roussel, nommé rapporteur spécial du budget des anciens combattants. D'où l'organisation de plusieurs rencontres, dans le Valenciennois et à Paris, avec des représentants d'associations, des bénévoles, des

## Quelques avancées

familles. Tous témoignent d'un engagement et d'une solidarité exemplaires.

Mais ils expriment aussi la détresse dans laquelle se trouvent plongés certains de leurs camarades. C'est la raison pour laquelle les quelques avancées du budget 2018 peuvent être saluées telles que l'augmentation de deux points de la pension du combattant. Cela reste toutefois très insuffisant. En baisse de 67 millions d'euros, ce budget ne permet pas de

## NATION



répondre à des attentes pourtant fortes et anciennes. Fabien Roussel les a rappelées lors de son intervention du 30 octobre et a proposé d'adopter : **la carte du combattant à ceux qui ont été envoyés en Algérie jusqu'en juillet 1964 ; le bénéfice de la campagne double en fonction du temps passé en Algérie et non des actions au feu ou encore le bénéfice de la demi-part aux veuves dont le mari est décédé avant 74 ans.** Le candidat Emmanuel Macron s'était engagé, durant sa campagne, sur plusieurs de ces points. Il reste un mandat pour tenir la feuille de route.

## PAIX

# Des colombes place d'Armes



Des déclarations intempestives de Donald Trump, reconnaissant unilatéralement Jérusalem comme la capitale d'Israël aux dangereuses provocations du dictateur nord coréen Kim Jong-un, les signes de tensions se multiplient sur notre planète. Le 21 septembre, à l'occasion de la Journée internationale de la Paix, nous nous sommes retrouvés place d'Armes à Valenciennes, pour un lâcher de colombes porteur de tous nos vœux pour 2018.

## NOS PROPOSITIONS

# En direct de l'Assemblée

Fabien Roussel est membre de la commission des finances, de la commission sur l'avenir de l'industrie, de la mission d'information sur les infractions fiscales et rapporteur spécial du budget des anciens combattants.



# Pour mettre l'argent au service des citoyens



Rétablissement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) et une fiscalité plus juste pour taxer les hauts revenus mais aussi la spéculation boursière et les dividendes.

**7**  
Milliards

**7** Milliards Plan national de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. (30 à 40 milliards sur 4 ans)

Contribution des géants du numérique (Google, Apple, Facebook, Amazon...) et des grands groupes.

**7,8**  
Milliards

**5,8** Milliards Renforcement de la fiscalité sur les dividendes et sur les revenus financiers.

Annulation des crédits pour l'armement nucléaire.

**4**  
Milliards

# Permanences

## JANVIER 2018

- Vieux-Condé le **05/01**, Maison Franck Trommer, rue d'Anjou.
- Bruay-sur-l'Escaut le **12/01**, CCAS.
- Hasnon le **19/01**, Salle des solidarités.

## FÉVRIER 2018

- Hergnies le **02/02**, Mairie.
- Beuvrages le **09/02**, CCAS.
- Saint-Amand-les-Eaux le **16/02**, Espace Bédé.

## MARS 2018

- Raismes le **16/03**, Mairie.
- Anzin le **30/03**, Mairie.

## AVRIL 2018

- Saint-Amand-les-Eaux le **13/04**, Espace Bédé.
- Sars-et-Rosières le **20/04**, Mairie.
- Fresnes-sur-Escaut le **27/04**, Mairie.

# La bataille pour l'emploi et le pouvoir d'achat



À l'Assemblée nationale et lors des réunions publiques, les députés communistes et républicains ont multiplié les propositions pour relancer l'économie, pour créer des emplois correctement rémunérés et pour redonner du pouvoir d'achat aux Français.

Plus de 1000 amendements ont été déposés pour obtenir la baisse de la TVA, l'annulation de la hausse

de la CSG, le rétablissement de la demi part pour les veuf(ve)s, un plan pour l'agriculture, la hausse des pensions et des allocations en faveur des personnes handicapées...

Pour la défense des salaires et de notre industrie (ici avec les salariés d'Alstom et la sénatrice du Nord Michelle Greau), nous proposons d'annuler le CICE et autres niches fiscales (28 milliards versés sans aucune contrepartie) pour, au contraire, accompagner les entreprises qui investissent en France, embauchent ou augmentent les salaires. Nous mobiliserons 8 milliards pour un plan de soutien aux PME, TPE, l'artisanat et l'industrie, + 1,5 Mds pour le développement du Haut débit et + 2Mds pour le soutien aux grands projets.



Au lieu de demander un nouvel effort aux communes (sur la photo, les maires du Valenciennois à la rencontre du sous-préfet pour protester contre la suppression des emplois aidés), nous proposons un plan de soutien aux collectivités (+ 3Mds par an) et l'embauche en CDI des contrats aidés dont les missions sont indispensables (+ 1 Md). Nous avons également demandé d'investir dans la Sécurité Sociale et les hôpitaux publics (+ 6,5 Mds), dans l'Éducation nationale (+5 Mds) et dans un plan pour la construction de logements (+2,5 Mds).

## PÉTITION

### Pour un meilleur partage des richesses

“

Monsieur le Président de la République,  
Nous voulons vivre dignement, avec un pouvoir d'achat garanti. Nous voulons un vrai travail avec un vrai salaire et de vrais droits.

”

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

À renvoyer à :

Fabien Roussel : 4, rue Jean-Jaurès - BP 30056 - 59860 Bruay-sur-l'Escaut